



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6^o année / N^o 293

du 25 au 31 octobre 1988



POLITIQUE

La convocation au Dialogue national se fera cette semaine
Encore un syndicaliste assassiné
Des membres des PAC agressent un député
La situation des droits de l'homme est préoccupante
Le sommet aura lieu en novembre
Des avions nicaraguayens n'ont pas pu se poser au Guatemala

ECONOMIE

L'inflation au Guatemala a trois causes
Le FMI accorde un prêt de 98 millions de dollars
Une pharmacie parmi les plus chères du monde

INSURRECTION

23 hélicoptères touchés par l'URNG

MOUVEMENT POPULAIRE

L'UASP dénonce les intimidations du gouvernement
Manoeuvre gouvernementale, retard du Dialogue national
Représailles contre le syndicat des travailleurs portuaires

SITUATION SOCIALE

Le cyclone Miriam a causé quelques dégâts

DROITS DE L'HOMME

Campagne internationale contre la répression au Guatemala
Trente cinq assassinats en un week-end
Deux jeunes gens sont enlevés par la police
Le GAM dénonce le recrutement forcé à Solola

4^oP. 12315

POLITIQUE

LA CONVOCATION AU DIALOGUE NATIONAL SE FERA CETTE SEMAINE

La Commission nationale de réconciliation (CNR) convoquera cette semaine 52 organisations syndicales, paysannes, patronales, gouvernementales, ainsi que des partis politiques, des organismes de presse et des associations étudiantes, afin de participer au Dialogue national, a-t-on appris officiellement le 26 octobre.

Dans un document interne de la CNR, qui contient la convocation au Dialogue, la Commission définit les problèmes nationaux en soulignant "les graves carences de notre population en matière d'éducation, de logement, d'emploi, de santé et d'autres besoins humains élémentaires". En lançant la convocation, la CNR fixera un délai de 30 jours aux organisations invitées afin qu'elles fassent leurs propositions et présentent les thèmes qu'elles souhaitent voir abordés. Le Dialogue pourrait alors commencer à la fin de cette année ou au début de l'année 1989.

ENCORE UN SYNDICALISTE ASSASSINE

Hector Antonio Saba Vela, syndicaliste de l'entreprise multinationale Kern's, a été assassiné de plusieurs coups de couteau, selon des informations reçues le 27 octobre. Son corps a été abandonné au kilomètre 10 de la route qui va de la capitale à l'océan atlantique.

A cet endroit, on a également retrouvé les corps d'Armando de Jésus Ramirez et de José Melchor Vasquez qui portaient aussi des blessures d'armes blanches. Ramirez avait été capturé deux jours auparavant par des membres de la police nationale, selon les déclarations de Mme Julia Colindres, témoin de l'enlèvement.

DES MEMBRES DES PAC AGRESSENT UN DEPUTE

Fermin Gomez, député du département de Totonicapan, a été agressé et menacé de mort par des chefs de patrouilles d'auto-défense civile (PAC) qui l'ont attaqué à l'intérieur de l'Assemblée nationale. Quelques jours auparavant, le député avait accusé des membres de l'armée et des PAC d'avoir violé des fillettes indigènes de moins de 15 ans. Les membres des PAC se sont présentés au Congrès de la République pour réfuter les accusations de Gomez, devant les représentants de la Commission des droits de l'homme. Gomez a reçu le soutien de centaines de paysans de Chichicastenango, département d'El Quiché, qui ont en outre accusé les PAC de les soumettre à des vexations et à des humiliations pour les forcer à se joindre aux patrouilles.

Au début de la séance, les membres des PAC ont tenté de photographier les députés présents et d'agresser avec des bâtons le député Gomez qu'ils ont insulté.

On a appris que les députés de la Commission des droits de l'homme et du conseil directeur du Congrès avaient rencontré des militaires pour discuter de cette affaire, dans la mesure où les PAC sont sous le contrôle de l'armée.

LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EST PREOCCUPANTE

Le député Oliverio Garcia Rodas, membre de l'Union du centre national (UCN, seconde force électorale du pays), a jugé "préoccupant" le fait qu'au Guatemala on n'enquête pas sur les violations des droits de l'homme. Ce commentaire a été fait le 28 octobre à propos de l'agression dont a été l'objet le député Fermin Gomez de la part de membres des PAC du département d'El Quiche.

"De graves problèmes existent à El Quiche, où une bonne part de la population refuse de participer aux patrouilles civiles", a reconnu le député, membre de la Commission des droits de l'homme du Congrès. A propos des délits commis dans le nord-ouest du pays par des responsables militaires et des chefs de patrouilles civiles, Garcia Rodas a déclaré que les coupables devaient être jugés et qu'il fallait éviter que "la balance de la justice ne penche du côté de l'armée".

LE SOMMET AURA LIEU EN NOVEMBRE

Claudia Arenas Bianchi, secrétaire des Relations publiques de la Présidence, a fait savoir, le 28 octobre, que la réunion des présidents centraméricains se tiendra les 26 et 27 novembre dans la capitale salvadorienne.

Arenas Bianchi a par ailleurs qualifié de "positive" la visite que le président mexicain Carlos Salinas de Gortari fera au Guatemala le 11 novembre.

La venue de Salinas de Gortari "est une bonne occasion de maintenir une excellente relation avec notre voisin du nord" a indiqué la porte-parole, bien qu'il n'existe pas encore de date fixée à la rencontre qu'il aura avec le président Vinicio Cerezo.

DES AVIONS NICARAGUAYENS N'ONT PAS PU SE POSER AU GUATEMALA

Le gouvernement du Guatemala a violé les lois internationales de l'aviation civile en refusant le survol, l'atterrissage et le séjour à sept avions de l'entreprise d'Etat AERONICA, envoyés à Tapachula, Mexique, afin d'être protégés de l'ouragan Joan, a déclaré, le 25 octobre, Oscar Melendez, vice-ministre de la Construction et des Transports du Nicaragua.

Le vice-ministre a expliqué qu'après de nombreuses négociations le gouvernement guatémaltèque avait autorisé le survol de son espace aérien aux avions nicaraguayens, mais sous le contrôle d'avions et d'hélicoptères militaires.

ECONOMIE

L'INFLATION AU GUATEMALA A TROIS CAUSES

Oscar Pineda, ministre de l'Economie, a déclaré, le 27 octobre, qu'il y a trois causes à la hausse immodérée des prix des produits de base : la dévaluation de la monnaie, la politique fiscale et le marché international.

Le change, qui il y a quelques mois était de 2,50 quetzals pour un dollar, est passé actuellement à 2,70 quetzals ce qui influe sur la hausse des prix, a expliqué le ministre.

La politique fiscale est également en jeu dans la mesure où le commerçant répercute le montant de ses impôts sur les prix au lieu de les absorber.

Par ailleurs, le Guatemala, dans le cadre du marché international, doit payer un prix élevé au moment d'importer des produits d'autres pays, ce qui influe négativement sur le coût des produits, a déclaré finalement Pineda.

LE FMI ACCORDE UN PRET DE 98 MILLIONS DE DOLLARS

Le Fond monétaire international (FMI) a accordé un crédit de 98 millions de dollars au Guatemala avec un versement initial de 60 %, payable en cinq ans avec un intérêt de 7 % et 3 ans sans frais, a fait savoir, le 27 octobre, le président de la Banque du Guatemala, José Miguel Gaytan.

Le haut-fonctionnaire a souligné que pour la BANGUAT un tel accord est le couronnement d'efforts constants réalisés depuis 1986 afin de parvenir à ajuster l'économie pour que dans une situation de stabilité financière le pays puisse obtenir une "croissance soutenue de l'activité productrice".

Selon le FMI, et en particulier les représentants du Japon, de la Grande-Bretagne, de la RFA et des Etats-Unis, le programme guatémaltèque réunit les conditions qui laissent espérer un équilibre de l'économie extérieure, ce qui constitue un atout dans la renégociation de la dette extérieure et pour d'autres financements en faveur de la "stabilité externe du pays", a déclaré finalement Gaytan.

UNE PHARMACIE PARMIS LES PLUS CHERES DU MONDE

La Commission de la Santé du Congrès de la République a établi que les médicaments distribués dans les pharmacies privées du pays se vendent à des prix parfois cinq fois supérieurs aux prix en usage dans d'autres pays. Cette information a été donnée le 29 octobre. Le député Hector Aragon Quinonez, membre de cette commission, a affirmé que le Guatemala est le pays où les médicaments se vendent au plus haut prix. Il a demandé au ministère de la Santé publique que l'on fournisse les pharmacies en médicaments génériques qui sont trois ou quatre fois moins chers que ceux portant une marque.

INSURRECTION

23 HELICOPTERES TOUCHES PAR L'URNG

Radio Voz popular, organe officiel de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) a fait savoir dans son émission hebdomadaire du 28 octobre que l'insurrection avait réalisé 952 opérations politico-militaires au cours de l'année. Elle a causé 2.066 pertes à l'armée entre morts et blessés, touché trois avions et 23 hélicoptères, et détruit 24 installations militaires.

Par ailleurs, la radio a fait passer un message aux soldats pour qu'ils sachent que si ils sont capturés ou si ils se rendent au combat, leur vie sera respectée et qu'ils seront livrés à la Croix rouge internationale ou à d'autres organismes humanitaires afin que leur intégrité physique soit respectée.

"Seule l'attitude stupide, prétentieuse et belliqueuse du haut commandement de l'armée est responsable de la mort quotidienne de soldats dans le combat qui se livre au Guatemala", a précisé Radio Voz Popular.

MOUVEMENT POPULAIRE

L'UASP DENONCE LES INTIMIDATIONS DU GOUVERNEMENT

L'Unité d'action syndicale et populaire (UASP) a affirmé, le 31 octobre, sa préoccupation face aux menaces et à l'insécurité dont souffre le secteur syndical du pays. L'organisation a fait savoir que, le 20 octobre, à la fin d'une manifestation devant le Palais national un inconnu a été remarqué alors qu'il prenait des photos de manifestants. De son côté, la Fédération nationale des travailleurs de l'Etat (FENAS-TEG) a dénoncé, le 25 octobre, les menaces continuelles dont sont victimes les dirigeants du Syndicat de l'Institut national d'électricité (STINDE) et du Syndicat de la Direction générale des services agricoles (SIDIGESA), dans le département de Huehuetenango.

MANOEUVRE GOUVERNEMENTALE, RETARD DU DIALOGUE NATIONAL

Manuel Meneses, dirigeant du Syndicat du ministère des Finances, a affirmé, le 25 octobre, que le retard dans la convocation du Dialogue national était dû à la volonté du gouvernement de gagner du temps pour arriver à la période des fêtes de Noël, et que les gens oublient la situation critique dans laquelle se trouve le pays. Meneses a précisé que toutes les forces vives du pays doivent être présentes dans le cadre du Dialogue national, y compris les Guatémaltèques qui se trouvent en exil.

REPRESAILLES CONTRE LE SYNDICAT DES TRAVAILLEURS PORTUAIRES

Un recours sera présenté contre Rodolfo Maldonado, ministre du Travail, pour n'avoir pas répondu à temps à une enquête demandée par le Syndicat uni de l'entreprise portuaire nationale Santo Tomas de Castilla (SITRUEMPORNAC), après que les autorités aient ordonné la dissolution de ce syndicat à la suite de la grève générale dans cette entreprise située dans le département d'Izabal.

Rodolfo Aldana, conseiller de la Centrale générale des travailleurs du Guatemala (CGTG), a signalé que le syndicat-maison de l'entreprise portuaire à qui avait été accordé le contrat collectif de travail n'a que 33 représentants, alors que le SITRUEMPORNAC réunit 1.600 des 2.400 travailleurs de l'entreprise.

Le conseiller a indiqué que le recours présenté avait pour but d'annuler la situation qui favorise pour l'instant le syndicat officiel, afin de poser par la suite la question de la représentativité entre les deux organisations syndicales.

SITUATION SOCIALE

LE CYCLONE MIRIAM A CAUSE QUELQUES DEGATS

Le cyclone tropical Miriam, qui lors de son passage au Nicaragua, comme l'ouragan Joan, a causé de graves pertes humaines et matérielles, a provoqué deux décès au Guatemala ainsi que la destruction de quelques toitures et des inondations dans le centre du pays et sur la côte sud, a fait savoir, le 25 octobre, le Comité national d'urgence (CONE). Feliciano Marroquin de Suruy, 47 ans, et son fils de 9 ans sont morts noyés par un torrent d'eau tombant du volcan de Agua, dans le département de Sacatepequez.

DROITS DE L'HOMME

CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE LA REPRESSION AU GUATEMALA

La Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG) a lancé, le 25 octobre, une campagne internationale d'urgence pour la défense de la population, en raison de l'augmentation généralisée des violations des droits de l'homme.

La CDHG affirme que depuis la tentative de coup d'Etat du 11 mai dernier la répression a augmenté et qu'elle a fait des victimes principalement parmi les responsables syndicaux, les paysans, les étudiants, les religieux et les membres de partis politiques.

L'organisation humanitaire déclare que les forces de police groupées dans le système de protection du citoyen (SIPROCI), qui agissent sous le contrôle du ministère de la Défense, ont modifié leurs méthodes de répression, et que la détention-disparition indéfinie a cédé le pas aux enlèvements massifs dont les victimes sont assassinées immédiatement.

TRENTE CINQ ASSASSINATS EN UN WEEK-END

Trente cinq assassinats, neuf enlèvements et 64 blessés en divers attentats, c'est le résultat de la violence politique pour les 29 et 30 octobre, selon les informations données le 31 par le journal Telepresencia.

Selon ce journal télévisé, on a enregistré depuis le début de l'année 543 morts violentes, 396 enlèvements, 69 séquestrations et 1.364 blessés. Tous les secteurs de la société guatémaltèque sont touchés, et en particulier les secteurs populaires.

DEUX JEUNES GENS SONT ENLEVÉS PAR LA POLICE

Des membres du Département de recherches criminelles (DIC) de la police nationale ont capturé, dans la soirée du 25 octobre, Armando de Jesus Ramirez, qui a été retrouvé mort deux jours plus tard, et Edgar Arnulfo Molina. La dénonciation a été faite par par Marta Julia Colindres, mère du second dont on est toujours sans nouvelles.

L'enlèvement a eu lieu alors que les deux jeunes gens sortaient du cinéma Capitol, dans la capitale. Ils ont été arrêtés par un groupe de policiers qui après s'être présentés les ont conduits vers un lieu inconnu.

LE GAM DENONCE LE RECRUTEMENT FORCE A SOLOLA

Le Groupe d'appui mutuel (GAM) a dénoncé, le 26 octobre, le fait que des soldats du détachement situé dans la commune de Panobaj menacent et intimident la population de Santiago Atitlan, département de Solola, pour l'obliger à s'inscrire pour le service militaire, dans un délai de trois jours.

Selon le GAM, les soldats se sont présentés aux domiciles pour délivrer des citations exigeant des paysans, en majorité indigènes, qu'ils se présentent à la zone militaire n° 14. En cas contraire, ils sont capturés sur les chemins vicinaux.